

N°4
08/2008

EN AVANT CAMARADES !



Bulletin de liaison des militants des jeunesses communistes marxistes-léninistes

Sommaire :

- EDITORIAL : CE QUE LA BOURGEOISIE PREPARE AUX TRAVAILLEURS... (P. 1)
- CONTRIBUTION : COMPRENDRE LE CHOMAGE (p. 5)
- REMARQUES ENVOYÉES AU CAMARADE CONCERNANT L'ARTICLE 'COMPRENDRE LE CHOMAGE' (P. 7)
- CONTRIBUTION : SPONTANEISME, ECONOMISME ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE (P. 7)
- CONTRIBUTION AU DEBAT SUR L'UNITE DES COMMUNISTES ET LEUR UNITE IDEOLOGIQUE (P. 9)
- PREPARATIFS IMPERIALISTES D'AGRESSION COLONIALE DE L'IRAN (P. 10)

Editorial : Ce que la bourgeoisie prépare aux travailleurs...

A une époque où les partis bourgeois persistent à se parer hypocritement de l'habit 'démocratique', alors même que la bourgeoisie foule au pied quotidiennement les revendications immédiates des travailleurs, il est remarquable d'entendre les propos francs tenus par certains représentants des classes exploiteuses. Ceux tenus par Serge Dassault le 10 juillet 2008 sur *iTélé* font partie de ceux-ci. En France comme dans n'importe quel pays impérialiste, la grande bourgeoisie exerce un lobbying constant dans la sphère politique, au sein même de l'Etat bourgeois, pour défendre ses intérêts contre les travailleurs indigènes et contre les bourgeoisies concurrentes d'autres pays. Serge Dassault est une illustration concrète de cette mainmise de la bourgeoisie sur l'appareil d'Etat. Soutien indéfectible de Jacques Chirac, c'est tout naturellement que Serge Dassault soutient aujourd'hui Nicolas Sarkozy.

Rappelons que Serge Dassault, patron milliardaire (marchand de canons) et sénateur UMP, outre ses activités industrielles et politiques, est également le patron actuel de la *Socpresse* — groupe de presse publiant 70 titres dont le quotidien *Libération* —, détenue depuis septembre 2006 en totalité par le groupe *Dassault aviation*. Il a également été patron du groupe *Express-Expansion* ainsi que l'actionnaire principal du club de football *FC Nantes* qu'il a revendu en juillet 2007 pour 10 millions d'euros.

Le groupe *Dassault aviation* a enregistré un chiffre d'affaires de 3,30 milliards d'euros en 2006. En 2006, le groupe *Dassault aviation* était détenu à 50,01 % par le groupe *GIMD* (*Groupe industriel Marcel Dassault* dont la famille Dassault est l'actionnaire exclusif) et à 45,76 % par *EADS* (multinationale européenne de l'armement). Le groupe *Socpresse* a pour sa part enregistré un chiffre d'affaires de 1,45 milliards d'euros en 2004. On voit donc que M^r Dassault n'est pas le premier bourgeois venu : à 83 ans révolus, 'l'homme qui valait 35 milliards d'euros de subventions publiques' est un représentant de l'impérialisme français parfaitement conscient de ses intérêts.

Passons maintenant en revue les principales thèses défendues par M^r Dassault au cours de cette interview ¹, en gardant en vue le fait que nous avons affaire à un 'connaisseur', celui-ci étant en effet membre de la commission sénatoriale *Des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* (Rapporteur spécial du rapport législatif *Travail et emploi*, n°91 de novembre 2007) et membre de la commission spéciale sur *Le projet de loi de modernisation de l'économie...*

« Vous voulez que, aujourd'hui il n'y ait plus de grands groupes et de grands chefs d'entreprises qui réussissent ? (...) Arrêtons de critiquer ceux qui réussissent, parce que si vous les critiquez, ils vont s'en aller. »

Traduction : Arrêtons donc de critiquer les rois de l'industrie et de la finance qui se remplissent les poches en exploitant la sueur des travailleurs, sinon ils partiront dans d'autres pays chercher des esclaves plus dociles...

Au journaliste qui revient sur les propos prononcés le 5 juillet par Nicolas Sarkozy au conseil national de l'UMP — « **Oui, la France change, d'ailleurs on le mesure au fait que les grèves sont de plus en plus indolores** » —, Serge Dassault répond ensuite :

« Ecoutez, à quoi ça sert les grèves ? Dites-moi pourquoi on fait la grève ? Pourquoi les syndicats appellent à la grève ? Dès qu'on veut faire quelque chose, ils font la grève. Dès que le président veut faire une réforme, on fait la grève. (...) Aujourd'hui, la grève est un cancer. (...) Il faut encadrer le droit de grève. (...) La grève politique doit être interdite, la grève de soutien doit être interdite : on fait la grève pour soi, pour une entreprise. »

[Le journaliste : « Comment on mesure une grève politique, le caractère social ou politique d'une grève ? »]

« La grève politique, il n'y a pas besoin de grève politique ou de caractère social, c'est scandaleux. Quand le gouvernement veut réduire le temps de travail ou augmenter le temps pour la retraite ou les points retraite, mais ça rime à quoi ? Alors on est en anarchie ! Ça veut dire que c'est la rue qui commande, que c'est pas le président, que c'est pas le parlement et que dès qu'il y a une nouvelle décision, on fait la grève. Voilà ! »

Traduction : D'abord, il faut souligner que la remarque de Sarkozy montre que la bourgeoisie est parfaitement consciente de l'affaiblissement du mouvement revendicatif spontané (économiste et réformiste) induit par l'aggravation de la concurrence (fatalisme devant lequel chaque esclave salarié cherche à faire le moins de vagues possibles pour garder sa place...) Ensuite, pour Serge Dassault, il faut interdire toute grève politique (ce type de grève risquant d'aboutir à la remise en cause de la 'démocratie' bourgeoise) et, même parmi les grèves économiques, ne tolérer que les grèves 'pour soi-même', pour renforcer le caractère corporatiste des grèves jusqu'à la cellule de l'entreprise, afin de diviser les travailleurs et de rendre inoffensives leurs protestations, même économiques... C'est une chose nécessaire à la bourgeoisie qui sait qu'elle doit attaquer de front les travailleurs sur les revendications économiques elles-mêmes, et qui, sachant qu'elles ne pourront pas être satisfaites, ne veut pas surtout pas risquer de les voir déborder sur le terrain des revendications politiques. Il faut donc interdire aux travailleurs de manifester leur mécontentement de manière organisée et consciente : il doivent se laisser fouler aux pieds par les lois votées dans les parlements bourgeois.

« A quoi ça sert un syndicat ? Ça sert, excusez-moi, à faire la grève parce qu'on fait des licenciements qui sont nécessaires pour l'entreprise ou parce que l'on veut augmenter les salaires, ce qui aussi nuit à l'entreprise, mais les syndicats n'ont pas la notion de l'importance de l'entreprise, on est encore à la lutte des classes, les syndicats d'un côté, le patron de l'autre. C'est plus comme ça que ça se passe. »

Traduction : En fin de compte, les syndicats et même les grèves économiques 'pour soi-même' ne servent à rien : ils nuisent à l'entreprise. 'La lutte des classes, c'est fini' : aujourd'hui, les esclaves du Capital doivent baisser la tête sans rien avoir le droit de dire devant leur patron, 'pour le bien commun' des profits de l'entreprise. Sinon, la sanction est immédiate : la délocalisation !

Il est également intéressant d'écouter ce que Serge Dassault pense de l'action de Nicolas Sarkozy :

« Il fait bouger la France et il a raison. Et moi, à mon avis, il ne la fait pas bouger assez vite. (...) Le président, c'est vrai, il fait ce qu'il peut, il ne fait pas assez, parce que lui-même est aussi paralysé par les négociations syndicales, par les partenaires sociaux, par les 35 heures, par, regardez, excusez-moi de le dire, l'histoire de la retraite (...) On a trop de fonctionnaires, et on a un budget de la France qui a une proportion de charges de personnes trop importante. Alors quand on paie du personnel, on a plus d'argent pour investir. Donc il faut réduire le personnel. Il a raison et c'est ce qu'il faut faire. On en a trop. (...) Ecoutez, on a aujourd'hui un pays qui ne travaille pas assez. Alors moi, j'aurais été à sa place, on supprime totalement les 35 heures. Le premier jour, on repasse à 39 heures, et puis c'est tout. Tout à l'heure vous disiez les chinois. Mais les Chinois ils travaillent 45 heures, ils dorment sur place dans leurs usines, ils font de bons produits pas chers, parce qu'ils travaillent. La France ne travaille pas. »

Traduction : Bien sûr que Sarkozy travaille pour nous, patrons, mais les réformistes lui mettent des bâtons dans les roues, donc les réformes traînent et il doit biaiser pour les faire passer en douceur... C'est certain, on va réduire les frais de votre entretien et de votre formation (comme l'enseignement) et on va vous faire trimer plus, car notre 'idéal', à nous exploiters, c'est d'atteindre la productivité de l'ouvrier chinois !

[Le journaliste : « Mais, Serge Dassault, ce n'est pas ce que vous souhaitez aux travailleurs français, qu'ils dorment dans les usines, si ?! »]

« Qu'ils dorment sur place pour travailler, je ne dis pas qu'ils dorment tous sur place. »

Traduction : Si, pourquoi pas, ce serait l'idéal si c'était possible (si les esclaves salariés résignés en arrivaient à accepter de telles conditions de vie) : on pourrait ainsi grandement abaisser les salaires et regagner en compétitivité ! Et raisonnent de manière terriblement actuelle ces vers d'Eugène Pottier (*Le Capital*) :

« Par essaims, le chinois fourmille
Ils ont des moyens bien compris
Pour s'épargner une famille
Et travailler à moitié prix
Avis aux ouvriers de France
Dans leur sens, il faut s'exercer
Pour enfoncer la concurrence
Laissez faire, laissez passer ! »

Voici maintenant un petit cour d'économie politique 'pour les nuls', c'est-à-dire destiné à éclairer la lanterne des syndicats et des partis réformistes...

« Mais, si vous voulez, pourquoi est-ce qu'on dit que la croissance n'est pas assez importante ? Parce qu'on ne travaille pas assez, parce qu'on ne vend pas assez, parce qu'on coûte..., parce que le coût de production est trop cher, parce qu'on a trop d'entraves, parce que les chefs d'entreprises ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent pour gérer leur entreprise. Et c'est dans l'entreprise, c'est le client qui compte. C'est pas le syndicat, c'est pas le

salarié, c'est pas l'actionnaire. Si il n'y a pas de client parce qu'on est trop cher, parce qu'on ne produit pas assez vite, parce qu'on est moins bon que les autres, on ne vend pas. Alors ne disons pas que l'on échoue. On échoue parce qu'on ne fait pas ce qu'il faut. »

Traduction : L'économie française va mal parce qu'on a mis trop d'entraves à l'exploitation, qu'on y a ajouté trop de 'chaînes dorées' dont l'entretien est aujourd'hui devenu trop cher face à la concurrence chinoise ! Pour renouer avec la croissance, il faut produire à moindre coût que la concurrence chinoise. Il n'est point d'autre planche de salut ! Et c'est parfaitement vrai, du moins sous le capitalisme !

[Le journaliste : « Donc les 35 heures pour vous on est pas allé assez loin, alors même que la confédération générale des cadres, qui n'est pas un syndicat de 'lutte des classes', pour reprendre votre terme, dit « c'est un grand retour en arrière, c'est un retour au siècle dernier, le fait qu'on ait élevé le forfait jour pour les cadres ». Et vous savez qu'il y a beaucoup de cadres qui sont quand même plutôt, cadres, cadres supérieurs, qui aimeraient bien conserver leurs RTT et qui sont plutôt des cadres qui votent Nicolas Sarkozy... »]

« Mais le problème n'est pas là. On peut aussi ne pas travailler, c'est très intéressant. On peut partir en vacances, c'est très intéressant, c'est très bien. On peut aussi ne pas travailler le dimanche, c'est très intéressant. Mais alors après, qu'on ne reproche pas que la France n'a pas de croissance. La croissance c'est le travail. C'est de fabriquer des produits pas chers. Mais si on ne travaille pas, c'est intéressant de ne pas travailler, moi je ne suis pas contre les 35 heures. On part en vacances, on fait ceci (...) La France a été désinformée. Ces 35 heures, c'est le cancer de la France, ça a cassé l'industrie ! Les gens sont habitués maintenant à ne pas travailler. C'est pratique, moi je ne suis pas contre. Mais quelles sont les conséquences ? (...) Oui il y a du travail, mais on ne peut pas faire ce que l'on veut dans l'entreprise. Le premier problème : pourquoi est-ce qu'il y a du chômage en France ? C'est parce qu'il y a la rigidité de l'emploi. Les syndicats sont persuadés qu'avec la rigidité de l'emploi on n'est pas dans la précarité. Mais ce n'est pas comme ça que ça se passe. Si on a trop de rigidité, le CDI, le contrat à durée indéterminée, c'est très bien, mais ça veut dire que si l'entreprise ne peut pas débaucher quand elle n'a plus de travail, elle n'embauche pas, c'est aussi simple que ça, elle embauche à l'étranger, elle délocalise. On en est là. On ne peut plus travailler. Il n'y a pas la flexibilité de l'emploi. »

Traduction : Le problème n'est pas ce que veulent les travailleurs, même ceux qui ont été privilégiés jusque-là. Le problème, c'est qu'il est aujourd'hui nécessaire de travailler plus, car sans cela, pas de croissance ! Vous voulez régler le problème du chômage ? Alors laissez aux patrons carte blanche, laissez les embaucher et débaucher comme ils le veulent, selon les fluctuations du marché. Les CDI nous empêchent d'embaucher et nous encouragent à délocaliser, ils sont en quelque sorte pire que le mal qu'ils prétendent guérir...

[Au journaliste qui demande s'il est inquiet pour l'économie française : « On dit le pire est devant nous en matière de crise, voir en matière de crise boursière, est-ce qu'il faut avoir peur ? »]

« Non, il faut travailler. (...) Je ne suis pas très optimiste, parce qu'on est encore paralysé par les lois socialistes, on est encore paralysé parce qu'on dit qu'il faut des contrats à durée indéterminée. Mais il faut que les entreprises soient libres d'embaucher quand elles ont du travail, de débaucher quand elles n'en ont pas. Si elles ne peuvent pas le faire, je vous le dis, elles n'embauchent pas. Aujourd'hui, pourquoi on a 8 % de chômeurs et pas 5 ou 4 comme ailleurs, c'est parce que, au Danemark, aux Etats-Unis, en Angleterre au Canada, il n'y a pas de problème de rigidité. On embauche quand on a du travail, on débauche quand on en a plus, et ceux qui sont débauchés vont ailleurs parce qu'on les prend. C'est comme ça que ça va se passer. »

Voilà qui illustre parfaitement la signification réelle de la 'démocratie' bourgeoise, comme forme camouflée de la dictature du Capital ! Pour reprendre les mots de Lénine, les politiciens bourgeois ne sont que des fantoches et des marionnettes, le parlement n'est rien, la bourse est tout ! En outre, le pouvoir décisionnel politique s'efface devant les impératifs économiques et montre qu'en définitive, derrière la façade 'démocratique', le prolétaire reste l'esclave du Capital auquel il faut tout sacrifier. Ici apparaît donc de manière très nette le caractère formel de la 'démocratie' bourgeoise : on concède quelques miettes aux exploités quand les affaires marchent bien, et on exige d'eux qu'ils se serrent la ceinture et qu'ils se plient sans broncher à la flexibilité et à la précarité dont a besoin le Capital dans les périodes moins 'florissantes'...

Tel est indéniablement le cas aujourd'hui. En effet, en juillet 2008, le secteur automobile américain a connu son plus mauvais mois en terme de ventes depuis 1992. General Motors, dont les ventes ont chuté de 27 %, a enregistré une perte de 15,5 milliards de dollars sur le trimestre avril-juin. En juin-juillet 2008, les statistiques bourgeoises officielles ont relevé une hausse du taux de chômage en France. D'avril à juin, les mises en chantier de logements en France ont baissé de 28,2 %. Ainsi, l'économie crée aujourd'hui moins d'emploi qu'elle n'en détruit, tandis que ceux qui travaillent consomment de moins en moins... Rien d'étonnant donc à ce que selon une estimation publiée le 14 août par de l'INSEE, les PIB respectifs de la France et de la zone euro se soient contractés respectivement de 0,3 et 0,2 % au deuxième trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Selon les analystes du pôle d'expertise *Xerfi*, « **le risque d'une récession est désormais très grand pour l'économie française** », tandis que pour ceux de *Global Equities* « **la dégradation du PIB tient surtout au plongeon de l'investissement des ménages et des entreprises** ». Et les propos tenus dernièrement par Christine Lagarde, ministre de l'économie, n'y changeront rien. Selon elle, il est encore trop tôt pour parler de 'récession' : « Toute personne qui crierait au loup et à la récession aurait un trimestre d'avance », la récession correspondant selon les règles officielles à une contraction du PIB durant deux trimestres consécutifs... Ensuite, ce que nous n'avons pas encore le droit d'appeler une récession « n'est pas un phénomène propre à l'économie française ». Tout va bien, alors ! A

n'en pas douter, il est certain que les considérations de M^{me} Lagarde rassureront les esclaves salariés auxquels la bourgeoisie prépare des lendemains laborieux, heureux de savoir qu'ils ne seront pas les seules à trimer plus, pour renouer avec la croissance...

Aujourd'hui, alors que la base matérielle de l'opportunisme tend à se rétrécir, amenant à la décomposition des partis réformistes 'de gauche' comme d'extrême gauche'. Telle est la signification des tentatives trotskistes pour construire 'un grand parti anti-capitaliste', en récupérant les éléments issus de ces formations politiques en décomposition.

Sur qui les travailleurs doivent-ils aujourd'hui compter pour s'opposer aux plans fascistes de la bourgeoisie impérialiste française ? Pas sur le P'C'F, en tout cas. En effet, héritier de la tradition thorézo-marchaisienne nationaliste et social-chauvine, il a parachevé sa fusion avec la bourgeoisie et l'impérialisme français. Ainsi, en septembre 2004, une publicité géante pour *EADS* figurait en deuxième page du programme de la 'Fête de l'Humanité'. Mais ce sponsor faisait bien pâle figure face au sponsor officiel de la fête, la société *Dassault*, dirigée par le très réactionnaire S. Dassault, dont nous avons eu l'occasion d'admirer le franc-parler. Autre fait révélateur de ce **soutien conscient** de la bourgeoisie impérialiste aux petits-bourgeois réformistes du P'C'F : de 1999 à 2002, l'Etat impérialiste français a versé 9,7 millions d'euros à *l'Humanité* au titre de « l'aide au maintien du pluralisme de la presse ». En outre, le groupe « Société Humanité Investissements Pluralisme » (Hachette – TF1 – Caisse d'Epargne) possède actuellement 20 % du capital de *l'Humanité*. Dans un rapport sénatorial, le sénateur UMP Louis de Broissia, s'inquiétant de la situation financière difficile de *l'Humanité*, affirmait que sa « **disparition porterait un rude coup au pluralisme de la presse française** ». C'est dire comment la bourgeoisie impérialiste française soutient financièrement les cautions 'démocratiques' que sont les représentants de 'l'extrême gauche' du P'C'F.

Très consciente de ses intérêts de classe, la bourgeoisie impérialiste comprend sans peine l'intérêt qu'elle a à voir les pseudo-communistes continuer à propager leurs illusions sur la possibilité de réformer ou d'aménager le capitalisme, tout en combattant le socialisme scientifique (le 'stalinisme'). En effet, la grande bourgeoisie est trop intelligente et trop renseignée pour croire que la propagande d'idées ouvertement bourgeoises et hostiles aux travailleurs puisse rencontrer de grand écho auprès des larges masses d'exploités, surtout quand les faits de la vie quotidienne les démasquent, surtout quand la récession, la crise économique et la guerre impérialiste pointent à l'horizon ! Pour la bourgeoisie, il est très utile de disposer 'd'auxiliaires' critiquant en paroles les 'excès du capitalisme', mais qui ne proposeront jamais de solution réelle — solution qui ne peut être que révolutionnaire —, aux maux du capitalisme. Inutile de dire que c'est la répétition d'une vieille histoire : celle de la répression fasciste du mouvement communiste et ouvrier avec la complicité des réformistes de tout poil... Cette social-démocratie réformiste, c'est aujourd'hui 'l'extrême-gauche' officielle qui entretient encore ses vœux pieux de répartition moins inéquitable des richesses : le PS les a pour sa part depuis longtemps abandonné (comme le prouve par exemple l'aval donné à Lisbonne en 2002 par le gouvernement Jospin sur la nécessité d'allonger la durée de cotisation pour les retraites) et fusionne aujourd'hui complètement avec la 'droite' traditionnelle, d'où une grande confusion dans ses rangs, sans compter ceux qui désertent pour rejoindre directement l'UMP).

Ces auxiliaires réformistes sont à n'en pas douter pour les exploiters leur meilleur rempart contre la diffusion des idées du marxisme au sein des masses exploitées, d'autant qu'en prêchant la collaboration de classe et l'esprit de capitulation et de soumission, les révisionnistes aident la bourgeoisie à créer le lit du fascisme en désarmant idéologiquement les travailleurs au moyen d'un matraquage de théories pacifistes et réformistes, alors même que la bourgeoisie, elle, se prépare consciemment à mettre en œuvre une répression féroce de l'ensemble du mouvement ouvrier (sa fraction réformiste comprise). La frange la plus éclairée de la bourgeoisie le sait bien et fera tout pour que son masque 'communiste' ne soit pas complètement arraché au P'C'F, et surtout que celui-ci ne disparaisse pas de la scène politique en tant que Parti de duperie des masses travailleuses. A ce sujet, Lénine citait le discours « d'une franchise digne d'éloge » d'un opportuniste déclaré avertissant qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie de voir la social-démocratie dériver encore plus à droite : « **elle doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné.** » (Lénine, *L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 339.)

Nous en sommes encore loin aujourd'hui : en effet, la société française et les partis petits-bourgeois se décomposent sans qu'ait encore été édifié de véritable Parti communiste n'ayant d'autre but stratégique que l'abolition de l'esclavage salarié. Alors qu'il n'existe aucun Parti communiste de type bolchévik et alors que pour la bourgeoisie, même le réformisme petit-bourgeois devient intolérable, il faut plus que jamais regarder la 'démocratie' bourgeoisie comme une façade se lézardant sous les coups de la bourgeoisie impérialiste contrainte par la marche 'pacifique' du commerce et des investissements internationaux de dévoiler au grand jour leur fond fasciste. **La construction du Parti revêt dans ces circonstances un caractère d'urgence et de nécessité vitale pour l'avenir proche.** Cette construction est en effet la condition de la canalisation des énergies des masses opprimées et exploitées par le capitalisme, canalisation sans laquelle la bourgeoisie détournera inévitablement le mécontentement spontané vers d'autres directions.

« Il faut regarder la victoire du fascisme en Allemagne, non seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et le résultat des trahisons perpétrées contre celle-ci par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer également comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que cette dernière n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination par la terreur, comme un signe prouvant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à la politique de guerre. » (Staline, *Rapport sur l'activité du Comité Central présenté au XVII^{ème} Congrès du PC(b) de l'URSS*, le 26 janvier 1934 in *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome III, p. 125.)

Dans le contexte d'une aggravation inouïe des rivalités inter-impérialistes et face à une bourgeoisie impérialiste de plus en plus décomplexée et arrogante, **il n'existe pas d'autre perspective d'avenir pour les esclaves du Capital que celle de l'expropriation des exploités**, c'est-à-dire la révolution socialiste. « Socialisme ou barbarie », tel est le choix qui se présente encore une fois à nous, travailleurs ! Tel est le prix à payer pour les trahisons commises par les révisionnistes et les réformistes, tel est le prix à payer pour leurs illusions petites-bourgeoises et les compromis qu'ils passèrent pendant plus d'un demi-siècle avec les exploités. Aujourd'hui les exploités prennent leur revanche, et la facture s'annonce salée pour les exploités...

Le rédacteur en chef.

Contribution : Comprendre le chômage

« La surpopulation ne provient pas des lois naturelles, mais du mode capitaliste de production : l'excédent de la population existe que par rapport aux besoins du capital, mais nullement par rapport aux moyens de production qui, eux seraient capables d'occuper cet « excédent » de population et de produire ses moyens de subsistance ».

Ce paragraphe extrait des *Principes de l'Economie Politique* de L. Ségol est la vision marxiste de l'existence du chômage, car les savants bourgeois ont encore une fois mystifié les lois économiques, en démontrant que le chômage était due plus ou moins, soit à la « nature humaine » qui fait trop d'enfants, que la population ouvrière croît plus vite que les moyens de production ou bien à l'incompétence du chef de l'Etat à donner du travail pour tout le monde... Mais jamais personne n'analyse le chômage (ou surpopulation relative) à l'aide de l'outil matérialiste-dialectique, personne n'explique que le chômage est une « conséquence du mode capitaliste de production, la surpopulation relative devient à son tour la condition de l'existence et du développement du capitalisme ». (L. Ségol, *Principes d'Economie Politique*.)

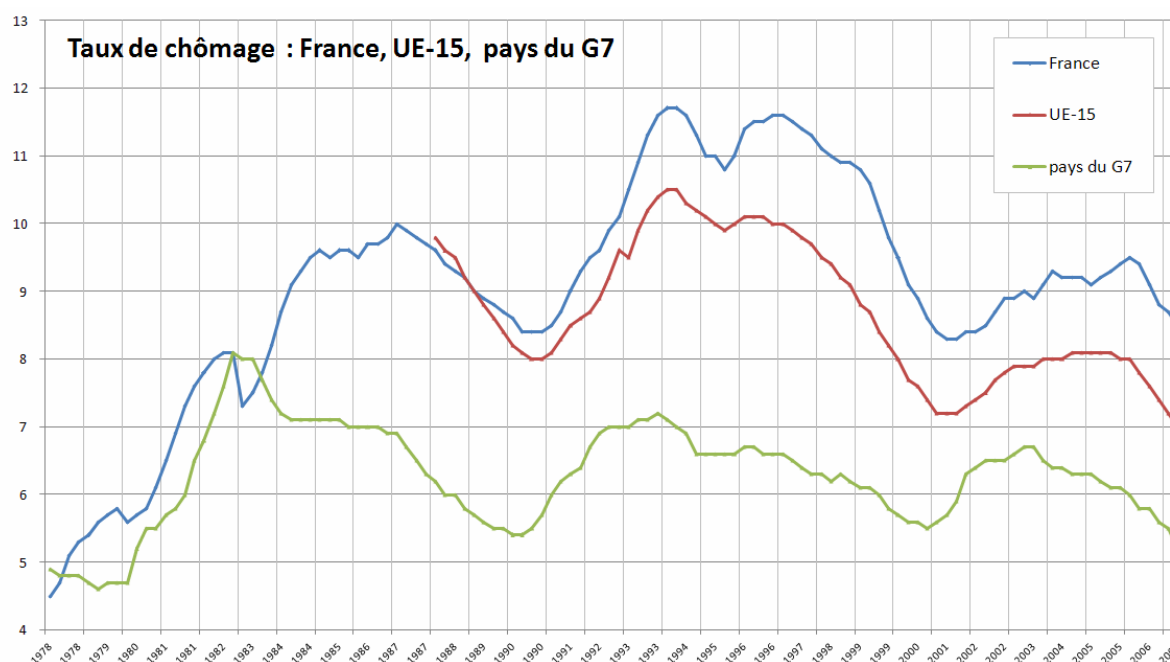
Aujourd'hui les travailleurs sont, dans une certaine proportion, touchés par le chômage qui est en partie la cause de réductions de salaires (concurrence des travailleurs sur le marché de l'emploi, les uns se vendant moins chère et dans des conditions difficiles).

Il est maintenant compliqué d'aborder le sujet du chômage, tant le marché de l'emploi s'est complexifié et aussi de la confusion que les masses font sur ce qu'est le capitalisme et son fonctionnement. Un chômeur, dirons-nous, est une personne qui perçoit une allocation chômage. Pour le Bureau International du Travail (BIT) sont exclues du chômage les personnes qui travaillent plus d'une heure pendant la période de référence (!) et sont exclues des listes de d'ANPE les personnes qui ne sont pas en recherche active d'emploi de même que pour toucher l'allocation chômage, les conditions sont rudes et exclues la jeunesse, précarise les invalides, paupérise les travailleurs en fin de carrière... Un vrai parcours du combattant pour la classe laborieuse qui subit de plein fouet les lois du capital.

Pour notre part le chômage n'est pas accidentel, ni combattue par la politique classique (P«C»F, PS, UMP...) mais elle est voulue et nécessaire pour le fonctionnement du capitalisme.

D'une part le nombre de travailleurs au chômage apporte une concurrence et donc fait pression sur les salaires et amène la division au sein de la classe ouvrière (le mythe de l'étranger volant le travail des français). D'autre part, le développement du capitalisme se produit par l'extension inégale de la production. Sans cette surpopulation le capitalisme ne pourrait pas fonctionner ainsi car à chaque fois il se heurterait au manque de main d'œuvre. L'ensemble des chômeurs est donc « l'armée industrielle de réserve » (K. Marx).

De cette nécessité découle une nouvelle contradiction dans le fonctionnement du capitalisme, cette masse inoccupée fait grandir le mécontentement de la classe ouvrière face à ses spoliés (le capitalisme forme l'armée qui la détruira), la bourgeoisie des pays impérialistes achètent alors la paix sociale à l'aide des allocations chômage (d'ailleurs plus la situation économique est tendue, plus la bourgeoisie « économise » et jette en pâture ces bras inutiles) mais la bourgeoisie y perd surtout de la plus-value chez ces travailleurs inoccupés !



Source : statistique OCDE (1978-2007 ; bleu : France ; rouge : UE ; vert : G7)

Premièrement au regard de la courbe du chômage en France, impossible de montrer les bienfaits ou les méfaits d'une politique de « gauche » ou de droite. On observe qu'avec l'aboutissement du capitalisme mondial (impérialisme) les courbes suivent à travers les différents pays la même évolution et qu'ils n'arrivent même pas à s'approcher du point 0. Là est bien la preuve de l'extension inégale du capitalisme (période de crise ou de croissance) qui appelle à faire travailler dans des quantités totalement différentes d'une période à une autre les masses. L'offre de travail ne dépend pas de l'existence suffisante ou non des moyens de production mais du besoin de la bourgeoisie, d'un nombre de travailleurs déterminé pour assurer le meilleur profit en période de croissance et de faire le maximum d'économies en période de crise.

Quant aux chiffres, difficile de faire confiance aux statisticiens bourgeois :

Répartition des personnes âgées de 15 à 64ans selon leur situation sur le marché du travail en France.
(Effectifs en millions, année 2006, source Eurostat)

Population totale	39,3	100%
-dont emploi	25,1	63,9%
-dont chômage	2,4	6,1%
-dont inactifs	11,8	30%

D'après ces chiffres nous trouvons donc 63,9% de personnes capables de travailler possédant un emploi mais dans cette partie il faut aussi compter tous les travailleurs précaires, qu'ils soient intérimaires, en temps partiel subit etc. (récemment j'ai eu le témoignage d'un ouvrier du bâtiment qui était intérimaire et qui allait tous les lundis au boulot avec un nœud au ventre parce que la menace du chômage est une réalité permanente). Dans le total des chômeurs 58,4% le sont depuis plus de six mois, 41,7% depuis plus d'un an et 20,8% depuis plus de deux ans. Il faut aussi voir que dans les inactifs il y a toutes les personnes souhaitant travailler mais ne recherchant pas d'emploi et celles en recherche d'emploi mais non chômeurs au sens du BIT. Alors le chiffre de 6,1% de chômeurs perd toute sa valeur, de sa véracité, car le chômage englobe la quasi-totalité des travailleurs soit comme une menace, soit comme une réalité !

Dans tout ce système, acculant l'ouvrier à s'enchaîner dans cette exploitation, il s'oblige (afin d'améliorer temporairement ses conditions de vie) pour éviter le pire (la misère du chômage) à être maniable, mobile et disponible pour le patronat. La naissance et l'explosion de l'emploi par intérim, le téléphone portable, l'ouvrier joignable à tout moment et dispo pour n'importe quoi dans les heures qui suivent, accentuent encore plus l'aliénation de l'ouvrier face à son travail, il n'existe plus aucun équilibre entre la vie au travail et le quotidien. D'après les estimations, un milliard de salariés utiliseront ce mode de travail mobile d'ici 2011. (http://equilibreprecaire.files.wordpress.com/2008/01/note_de_veille_87finfin.pdf).

« La liberté commence là où s'arrête le travail déterminé par la nécessité ». (K. Marx)

PAUL.

Remarques envoyées au camarade concernant l'article *Comprendre le chômage* :

« Camarade, d'abord, cet effort de recherche est une très bonne chose.

Voici donc mes remarques :

1° « Pour notre part le chômage n'est pas accidentel, ni combattue par la politique classique (P'C'F, PS, UMP...) mais elle est voulue et nécessaire pour le fonctionnement du capitalisme. »

Ici, 'voulue' laisse croire à une action consciente des patrons qui fabriqueraient le chômage pour maintenir la pression sur les travailleurs. Il faut plutôt parler du chômage comme d'un produit nécessaire du mode de production bourgeois (une nécessité économique). L'exploitation salariée crée une masse de richesses qui ne peuvent pas être intégralement écoulées par le canal de la consommation des masses travailleuses (la somme des salaires correspondant à une fraction de la production sociale assurant la survie des travailleurs). Le capitalisme crée donc un surplus de marchandises invendues. La force de travail, elle-même marchandise, n'échappe pas à cette règle. Ces invendus attisent la concurrence entre les vendeurs (entreprises comme travailleurs), qui vient renforcer cette contradiction sociale : car pour vendre prioritairement sa production face à la concurrence il faut baisser le coût de la force de travail, mais ainsi, on vient ainsi réduire davantage les débouchés... Voilà sommairement comment il faut aborder l'explication du chômage. De même, la concurrence entre les vendeurs de la marchandise 'force de travail', qui rend les travailleurs ennemis sur le marché de l'emploi, constitue la base matérielle engendrant le racisme dès que se mélangent des communautés nationales différentes.

2° Le graphe n°1 que tu as trouvé est très intéressant car il illustre très bien la très grande intégration des pays au système impérialiste mondial : les politiciens bourgeois sont des marionnettes qui n'ont qu'un pouvoir très limité, au-dedans comme au dehors de leurs frontières nationales. Le véritable pouvoir est détenu par la bourgeoisie et les mouvements d'essor et de déclin économique sont les seuls influant réellement sur la hausse ou la baisse du taux de chômage (dont on ne peut rien tirer, si ce n'est qu'une tendance évolutive générale – vu le trafic des statistiques, les modalités différentes de calcul, etc.) Et l'essentiel pour la bourgeoisie, pour résorber le chômage, c'est de gagner en compétitivité face à la concurrence, donc d'abaisser les salaires et d'accroître la flexibilité : pour espérer réduire le chômage (localement à l'échelle du système mondial de l'impérialisme), il faut donc précariser davantage et aggraver l'exploitation de ceux qui travaillent...

3° Concernant le tableau sur l'emploi en France, il serait bien d'insister sur la proportion globale d'inactifs dans la population (36 %), et surtout d'essayer de trouver des points de comparaison (statistiques comparables d'années précédentes et d'autres pays) pour dégager une tendance qui serait beaucoup plus parlante. »

Cette contribution de la JCML du Rhône, juste sur beaucoup de points, élude cependant selon nous la question de la tactique, pourtant fondamentale : comment faire, concrètement, pour agir dans le mouvement spontané des revendications immédiates, quand celles-ci ne peuvent pas être satisfaites et que ce mouvement s'effondre ?

Le rédacteur en chef.

Contribution : Spontanéisme, économisme et stratégie révolutionnaire

A l'heure actuelle, les communistes agissent dans un contexte difficile : les idées révolutionnaires, ont, dans les dernières décennies, régressé partout. La révolution socialiste n'apparaît malheureusement plus pour le moment comme une perspective crédible aux yeux de bon nombre d'éléments avancés.

Et pourtant, aujourd'hui comme hier, la révolution socialiste constitue objectivement la seule issue possible aux ravages provoqués par le système capitaliste. Comme jadis Lénine lors de la fondation du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe (POSDR), nous avons à combattre pour populariser cette idée face à des conceptions arriérées, erronées défendues par une bonne partie de ce qu'on appelle « l'extrême gauche ».

L'économisme

L'économisme tel que le définissait Lénine est la plus courante de ces déviations. L'économisme, c'est se contenter de revendications (économiques) immédiates d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière ou d'autres parties du peuple, en pensant que cela suffira à ébranler le système capitaliste.

Les tenants de la voie économiste pensent qu'il n'est pas nécessaire de s'organiser, d'agir ou de faire de la propagande en vue de la révolution socialiste, et que les revendications immédiates, soit sont suffisantes, soit sont tout ce que nous pouvons nous permettre actuellement.

Les économistes se refusent toujours à poser la question du pouvoir politique ou du système social pris dans son ensemble. Ils se cantonnent à poser des revendications.

Certains défendent cette ligne par désespoir de voir un jour triompher la révolution socialiste, qu'ils identifient à un objectif très lointain, sans lien réel avec le présent. D'autres, exagérément optimistes, prétendent qu'accumuler des revendications économiques pourrait créer une crise politique qui se transformerait naturellement en révolution socialiste.

Le spontanéisme

Le spontanéisme, tout aussi répandu, consiste également à dire qu'il n'est pas nécessaire d'agir concrètement aujourd'hui pour faire avancer la révolution socialiste. Les spontanéistes ne croient pas réellement à la nécessité de l'organisation révolutionnaire pour combattre le capitalisme. Au mieux, ils la regardent comme inutile, au pire, ils y voient une menace de type « bureaucratique », « totalitaire », et autres foutaises. Ils pensent que ce sont les masses, qui spontanément, se donnent les outils organisationnels pour, le cas échéant, faire la révolution. Ils conçoivent la révolution comme une sorte de grand mouvement de masse spontané, et le socialisme comme un système « bisounours », dirigé uniquement par des « soviets », sans que l'action d'un parti ne soit réellement nécessaire pour briser la résistance de l'ancienne société.

Là aussi, il existe une forme ultra-pessimiste de spontanéisme (de droite), qui consiste à ne rien faire en attendant un hypothétique mouvement spontané, ce qui permet entre temps de justifier les magouilles réformistes des PS/PC/LCR et consorts, d'ici que « les gens se réveillent ».

Et il existe aussi une forme ultra-optimiste (gauchiste), qui prétend que les masses seraient naturellement révolutionnaires, et qui amène à voir dans chaque mouvement de lutte le début de la révolution. Les tenants de cette forme de spontanéisme amènent souvent le combat de classe dans des offensives désordonnées, sans consolider l'organisation, ce qui amène à la défaite et à la démoralisation.

Exemples

Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme qui sont des branches de l'anarchisme, sont caractéristiques aussi bien du spontanéisme que de l'économisme. Pour eux, c'est le syndicat, et non le parti, qui est l'organe principal de la révolution. Ce syndicat est constitué de manière à favoriser uniquement des initiatives « à la base », sans reconnaître le rôle de la direction révolutionnaire pour organiser l'assaut. Ces initiatives « à la base » se font sur la base de revendications économiques. Pour eux, les luttes économiques de tous les secteurs peuvent s'unir spontanément au moyen du syndicat, et aboutir à la « grève générale économique » dans laquelle les travailleurs seraient sensés prendre possession de leur outil de travail et accomplir la révolution. Cette conception est à l'exact opposé de la grève générale politique défendue par Engels, puis par l'Internationale Communiste (1918-1943)¹, et qui se fait sous la direction d'un parti communiste révolutionnaire, lui donnant ainsi de véritables chances de déstabiliser l'appareil d'Etat.

Les conceptions syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes sont aujourd'hui assez répandues du fait de l'absence de perspectives révolutionnaires données aux éléments avancés.

Très répandues aussi, mais encore plus dangereuses, sont les conceptions trotskystes. Les trotskistes croient à la « révolution permanente », par laquelle le prolétariat, partant de n'importe quel mouvement de masse, devrait en une seule fois accomplir la révolution sans processus par étapes, et par surcroît dans le monde entier. Il s'agit d'une conception gauchiste/spontanéiste, dans laquelle le parti ne joue de rôle qu'au moment de la prise du pouvoir, et quasiment pas dans la préparation de la révolution. Pour eux, l'inefficacité du mouvement spontané est imputable uniquement à la « bureaucratie » des organisations déjà existantes.

Au nom de cette foi mécaniste dans la spontanéité révolutionnaire des masses, l'action des communistes avant la révolution devrait se limiter à faire pression sur les organisations réformistes pour qu'elles « prennent leur responsabilités » dans le développement du mouvement de masse, en disant « la direction de telle organisation doit immédiatement faire ceci », ou « la direction de telle organisation devrait immédiatement appeler à cela », sans construire soi-même une organisation apte à diriger le mouvement de masse. Cela aboutit à la fois à faire obstacle aux communistes véritables dans leur travail d'organisation, et à remettre toujours en selle les organisations réformistes même décrédibilisées.

Les trotskistes ont d'ailleurs toujours pris position contre le modèle d'organisation du parti défendu par Lénine/Staline, en favorisant un parti dans lequel de nombreuses fractions opposées pourraient cohabiter, y compris si leurs positions sont clairement droitières, cela au nom de la « démocratie ouvrière ».

En plus de théoriser le spontanéisme et de travailler à dissoudre les organisations communistes, les trotskystes défendent une stratégie clairement économiste². Pour eux, une accumulation de revendications économiques « transitoires » suffit à amener les masses à devenir révolutionnaires. En effet, la base est supposée « faire pression » sur les directions politiques et syndicales réformistes pour intensifier le mouvement de revendication économique jusqu'à ce qu'elle fasse l'expérience elle-même de la nécessité de la révolution. Là encore, ce n'est pas le parti révolutionnaire ni les mots d'ordre directement révolutionnaires qui jouent le rôle essentiel pour promouvoir la révolution.

¹ Lire notamment Staline : « Les Principes du Léninisme », 1924

² Lire notamment Trotsky : « Le programme de transition », 1938

Enfin, les « communistes » révisionnistes (en France, principalement le PCF), ont eux aussi massivement recours aux fables spontanéistes et économistes pour justifier leur politique de compromission et de capitulation vis-à-vis du système capitaliste. En invoquant de manière caricaturale la passivité des masses, ils justifient leur propre inaction : cela revient à en appeler à la seule spontanéité pour agir, alors que les communistes devraient prendre eux même l'initiative. Enfin leur programme réformiste les incite naturellement à se cantonner à de simples revendications économiques, et à détourner les masses de la question du pouvoir et du renversement du capitalisme.

Comment combattre le spontanéisme et l'économisme ?

Combattre le spontanéisme et l'économisme ne signifie pas nier totalement le rôle de la spontanéité, ni celui des revendications économiques. Cela reviendrait à couper les révolutionnaires des masses et de ses éléments avancés.

L'action des militants communistes consiste, plus exactement, à s'appuyer sur les mouvements spontanés existants, ainsi que sur tous les éléments avancés des masses populaires, pour combattre politiquement le spontanéisme, à remplacer le mouvement spontané par un mouvement conscient, organisé et pérenne sous direction communiste.

De même, les mouvements de revendications économiques sont un point d'appui pour développer le travail révolutionnaire, et le rôle des communistes est de combattre la ligne économiste de cantonnement aux revendications économiques et de montrer la nécessité de la révolution socialiste et le renversement du pouvoir bourgeois, de transformer le mouvement économique en mouvement politique.

Cette tâche des militants communistes est absolument indissociable de leur objectif principal du moment : construire un parti révolutionnaire d'avant-garde lié aux masses et à ses éléments avancés. Ce parti pourrait ainsi se poser comme la direction révolutionnaire du prolétariat et plus largement de l'ensemble du peuple, conduisant ces derniers à la victoire.

Estimant, en marxistes-léninistes, que la critique franche entre camarades est la condition de la construction de l'unité, nous présentons une contribution au débat sur l'unité élaborée par la JCML d'Albi.

Le rédacteur en chef.

Contribution au débat sur l'unité des communistes et leur unité idéologique

Les textes des camarades du Rhône (l'article « Points de débat pour avancer dans le travail d'unification des JCML » dans le premier numéro de EAC et le courrier envoyé au CNU le 2 Juin notamment) ont soulevé des critiques au sein de la cellule d'Albi mais aussi de camarades non-« affiliés ».

Il nous semble que les positions défendues dans ces textes sont les suivantes :

- Les camarades (des JCML ou du CNU) devraient s'unir sur la plupart des divergences idéologiques AVANT qu'ils puissent former une seule structure.

- Un plan de travail, déterminant le procès de construction d'un Parti, devrait être établi pour pouvoir avancer dans notre stratégie à court terme : une organisation rassemblant le mouvement communiste.

Nous répondrons à celles-ci :

- Cette position est en partie fondée : il faut nécessairement avoir des positions communes pour s'unir. Mais, nous sommes en opposition avec la conception qu'en ont les camarades lyonnais, telle qu'ils l'ont établi dans l'article « Points de débat... ».

Si il faut une base pour s'unir, celle-ci est constituée à notre niveau de développement par des positions fondamentales : reconnaissance du matérialisme dialectique comme base pour l'action et l'étude, du caractère de classe de l'Etat, de la révolution prolétarienne, du caractère du révisionnisme et surtout, de la nécessité absolue pour les communistes de s'unir pour créer un Parti Communiste.

Ces bases fondamentales ont déjà été déterminées dans le processus du CNU-MCF ainsi que dans les JCML, qui ont soutenu l'adoption de ces positions.

Concernant les points précis définis par nos camarades, comme des « points d'achoppement » à traiter pour pouvoir avancer :

- L'organisation de nos forces entre travail de masse et formation interne : Ce point a déjà été vu lors de la réunion du 12/13-04-2008 : tout travail, interne comme externe, formation théorique comme pratique est, de fait, axée sur l'unification des communistes dans une seule structure. Cette prise de position majoritaire n'a pas été prise en compte par la JCML-Rhône ?

- La relation dialectique entre théorie et pratique : concernant celle-ci, nous avons adopté, durant la même réunion, une méthodologie de la formation qui en fait part en partie

« Nous ne nous contentons pas de réciter nos leçons sans les confronter, en effet, cela serait rejeter la pratique et l'analyse qui constituent le « noyau dur » du travail militant. »

« Nous voyons qu'un militant communiste digne de ce nom se doit d'étudier les principes théoriques, pour que la confrontation de ceux-ci avec les phénomènes pratiques puissent à la fois prouver la validité d'une thèse, comprendre le phénomène, et permettre l'action. »

La question de la relation dialectique est vaste, et la formation des cadres est une caractérisation qui nous semble vague : qu'entendez-vous par là ? Etes vous en désaccord avec ce qui a été adopté, ou voulez vous y apporter plus de précisions (étant donné que nous pouvons avoir été excessivement rapides sur ce point)

- Quelles masses doit-on cibler dans notre travail et comment devons nous le faire : il est bien sur évident que nous allons cibler les bourgeois et « fils à papa » et distribuer des tracts appelant à la collaboration de classe dans les facultés de Versailles.

Plus sérieusement, dans les échanges entres militants JCML (lettres, contributions, commissions jeunesse), nous avons vu que personne ne mettait en doute la nécessité de travailler vers la jeunesse travailleuse et/ou étudiante, par une mise en avant de la nécessité de créer une organisation de jeunesse véritablement révolutionnaire pour : premièrement avancer dans la construction d'un parti communiste, deuxièmement pour former des militants communistes et évidemment pour pouvoir répondre aux taches immédiates ponctuelles pouvant se présenter.

- Le rôle des revendications économiques et la question du spontanisme et de l'économisme : ici, nous rejoignons nos camarades pour ce qui est de la nécessité de cibler ces points et nous nous attacherons à y répondre, par l'intermédiaire, entre autres, de ce bulletin. Mais nous estimons que seule une unité structurelle pourra répondre de manière décisive à ces questions.

- Morale communiste et morale petite-bourgeoise : Nous ne voyons pas exactement où est le problème : vos considérations générales paraissent fondées, mais quel est l'incidence de ce point au niveau des JCML ? Quel problème ce point pose t'il à l'unification des communistes ?

- Concernant les derniers points, ces questions nous paraissent être résolubles que par un mouvement communiste international, apte à trancher définitivement cette question.

De plus, la nécessité d'y répondre aujourd'hui pour pouvoir s'unir nous paraît quelque peu discutable : il est évident que la résolution de problèmes tels que la caractérisation de la Chine dans sa période maoïste est soit impossible par quelques militants qui commencent à se former (condamnant ainsi toute résolution à une proportion infime de notre peu de militants) et amènerait à repousser aux calendes grecques toute unification concrète, soit sans crédibilité : même si nous arrivions à « trancher » ce problème aujourd'hui, le problème continuera à se poser, par l'existence, en France de groupes d'avis différent. Nous ne devons pas chercher à résoudre ce problème pour nous même, mais pour l'unité du mouvement communiste.

Par contre, nous nous étonnons de l'absence d'un point qui a fait l'objet de nombreuses citations et d'ordres du jour lors des réunions entre cellule : le problème de communication et de transmission des informations entre la JCML du Rhône d'une part, et les autres JCML, d'autre part. Sans échange constant de ceux-ci, entre les militants et ce, de façon directe, l'unification nous paraît n'être qu'un vain mot.

Concernant le plan de travail pour la construction d'un parti communiste, nous estimons que si il faut le faire et se poser de subjectifs aussi bien à court terme (rapprochement des militants d'organisations du CNU-MCF, ou sympathisants de cette initiative pour « militantiser » la vie politique du CNU), qu'à moyen terme (unification complète des communistes), il faut aussi se donner une perspective concrète et agir régulièrement en tant que membres d'un mouvement communiste de France et non seulement en tant que chapelle plus ou moins bien organisée destinée soit à être détruite par l'unification, soit à se rattacher de manière décisive à celle-ci.

Faire avancer le CNU, s'est bien sur, participer à ses actions (prises de positions, commissions internes), mais c'est aussi travailler l'unité entre militants, promouvoir la fusion d'un mouvement communiste de France en travaillant ensemble, non pas en écrivant deux positions semblables mais séparées, mais en mettant en place ensemble une position ou une action.

Sans cela, tout plan de travail, aussi bien établi soit-il, ne sera jamais qu'un bout de papier.

Préparatifs impérialistes d'agression coloniale de l'Iran

Au moment du bouclage du bulletin, nous apprenons que l'impérialisme américain est en train de procéder au plus grand rassemblement de navires de guerre depuis l'agression de l'Irak en 1991. Ainsi, ce ne sont pas moins de 3 porte-avions (*USS Theodore Roosevelt*, *USS Ronald Reagan*, *USS Abraham Lincoln*) transportant chacun 90 appareils ainsi que de nombreux bâtiments capables de lancer des missiles de croisière (5 croiseurs, 13 destroyers et 5 frégates) qui sont actuellement en route pour le Golfe Persique où ils doivent renforcer les forces aéronavales déjà dans la région. Outre ces forces, la flotte de guerre en cours de rassemblement comprend des sous-marins d'attaque ainsi que des transporteurs d'assaut et des navires d'assaut amphibie (transportant des escadrons d'hélicoptères d'attaque et d'assaut).

Ce rassemblement fait suite à l'opération *Brimstone*, un exercice opérationnel mené du 21 au 31 juillet et ayant impliqué les forces aéronavales américaines, britanniques, françaises et brésiliennes. Outre les navires américains ont participé une frégate d'attaque brésilienne, un porte-avions britannique et le sous-marin nucléaire d'attaque français *Améthyste*. Des avions de combat *Rafale* du porte-avions *Charles De Gaulle* (actuellement en entretien) ont opéré pour la première fois sur un porte-avions américains au cours d'exercices opérationnels. Ces exercices, qui avaient pour objectif avoué de simuler un blocus naval du Golfe Persique (afin de mettre à genoux l'économie iranienne et ainsi forcer l'Iran à accepter la tutelle de la coalition impérialiste menée par l'impérialisme américain), ont inclus le commandement d'unités et de navires d'assaut destinés à opérer dans des eaux côtières peu profondes, similaires à celles du Golfe Persique. Une 'étrange' coïncidence alors que les forces maritimes iraniennes sont stationnées sur des îles du détroit d'Ormuz par où transite 30 % du commerce mondial de pétrole ! Le Koweït à d'ores et déjà activé son plan de guerre d'urgence...

Le vaste mouvement actuel des forces aéronavales américaines fait également suite à l'ultimatum lancé par l'impérialisme américain le 20 juillet et laissant deux semaines à l'Iran pour cesser son programme d'enrichissement d'uranium sous peine de nouvelles sanctions, ce que le premier ministre britannique a confirmé dans un discours prononcé à Jérusalem le 21 juillet : « L'Iran doit suspendre son programme nucléaire et accepter notre offre de négociations ou, de plus en plus, faire face à l'isolement et à la réponse collective, non d'une nation, mais de nombreux pays. » Ces menaces s'ajoutent à celles du premier ministre israélien qui vient d'appeler à mettre en place un blocus maritime de l'Iran en utilisant la flotte de guerre américaine, alors même que l'impérialisme américain prévoit d'obtenir du Congrès le vote de la résolution n° 362 autorisant le blocus naval de l'Iran... A ce jour, cette résolution remporte déjà un nombre de partisans suffisant pour être adoptée. Ne reste plus aux colonialistes qu'à patienter jusqu'à la reprise des travaux parlementaires du Congrès américain, le 8 septembre !

Nul doute que face à cette agression programmée de longue date, l'ONU, scène théâtrale de représentation des 'pacifistes' du Capital international, ne se montrera encore une fois guère plus efficace que feu la SDN qui laissa les mains libres aux ambitions coloniales de la coalition impérialiste de l'Axe ...

Alors que la Géorgie, pion des impérialistes occidentaux, s'oppose à l'impérialisme russe en Ossétie du Sud, la décision des pays impérialistes les plus touchés par la récession économique (USA, Royaume-Uni, France, etc.) d'entamer une marche à la guerre comme 'solution' à leurs difficultés économiques devient évidente. L'agression militaire de l'Iran et la mise en place d'un blocus naval et d'un filtrage du trafic maritime passant par le Golfe Persique se heurteraient nécessairement à l'opposition des alliés stratégiques de l'Iran, au premier chef de la Chine (liée à l'Iran par un commerce et des investissements très importants dans le domaine énergétique) et de la Russie. C'est dans ce sens qu'il faut voir la signature d'un accord américano-polonais le 14 août pour l'installation d'un bouclier anti-missiles américain sur le territoire polonais (composé d'une dizaine de missiles intercepteurs), officiellement pour contrer la menace 'd'Etats voyous' comme l'Iran, pourtant située à plusieurs milliers de kilomètres. Cet accord doit s'accompagner d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux pays (y compris l'installation d'une base américaine). La République Tchèque s'est montrée également intéressée et n'attend plus que l'aval du parlement... L'impérialisme russe, lui, a bien compris le message, ses dirigeants affirmant dès le lendemain que ce système anti-missile « ne sera pas déployé contre l'Iran mais contre le potentiel stratégique de la Russie », menaçant même de prendre des mesures de rétorsion contre Varsovie et Prague. Le ministre des affaires étrangères russe à d'ores et déjà annulé une visite prévue en Pologne pour septembre.

Des pays impérialistes en déclin comme les USA, le Royaume-Uni et la France ne sont pas satisfaits par le repartage pacifique des zones d'influence qui s'opère actuellement au profit de pays impérialistes concurrents comme la Chine et la Russie, ce repartage les mettant dans une situation économique de plus en plus intenable. Ils n'ont donc pour seule solution (sur les bases de la production marchande), pour rétablir 'l'équilibre économique' rompu, que de préparer une nouvelle guerre inter-impérialiste, guerre dont les événements actuels en Ossétie du Sud et en Iran constituent le prélude. A l'époque de la « mondialisation néo-libérale », ces nuages sombres se profilant à l'horizon sonnent comme la répétition d'une vieille histoire... De tout ceci, les médias bourgeois et petits-bourgeois ne soufflent mot, préférant ne parler que de la prétendue 'responsabilité russe' dans les événements en Ossétie du Sud...

« Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt », me disait avec raison un camarade en parlant de cette situation.

Le rédacteur en chef.